



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RAA INDRE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N°36-2020-127

PUBLIÉ LE 13 NOVEMBRE 2020

Sommaire

Préfecture

36-2020-11-13-002 - Arrêté portant obligation du port du masque pour les personnes âgées de plus de onze ans sur les marchés et aux abords des établissements scolaires sur l'ensemble du territoire du département de l'Indre (3 pages)

Page 3

36-2020-11-13-001 - Arrêté portant obligation du port du masque pour les personnes âgées de plus de onze ans sur tout le territoire des communes de Châteauroux, Saint-Maur et Déols (3 pages)

Page 7

Préfecture

36-2020-11-13-002

Arrêté portant obligation du port du masque pour les personnes âgées de plus de onze ans sur les marchés et aux abords des établissements scolaires sur l'ensemble du territoire du département de l'Indre



**ARRÊTÉ du 13 novembre 2020
portant obligation du port du masque pour les personnes âgées de plus de onze ans
sur les marchés et aux abords des établissements scolaires sur l'ensemble du
territoire du département de l'Indre**

LE PRÉFET,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L3131-12, L3131-13, L3131-15, L3131-17, L3131-9 et L3136-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER, en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré à compter du 17 octobre 2020 ;

Considérant qu'aux termes des dispositions du II de l'article 1^{er} du décret du 29 octobre 2020 modifié susvisé, dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par ces dispositions, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

Considérant la persistance et l'aggravation de la crise sanitaire attesté par l'ensemble des indicateurs de l'agence régionale de santé Centre Val-de-Loire ; ainsi le taux d'incidence pour 100 000 habitants est en forte hausse et s'établit à 258,80 dans le département de l'Indre (195,30 en semaine 43), le taux de positivité à 14,80 % dans l'Indre (14,20 % en semaine 43) ;

Considérant que le port du masque de protection est de nature à limiter le risque de circulation du virus dans l'espace public où le niveau de fréquentation par la population est susceptible d'induire un risque sanitaire accru ; que les marchés et les abords des établissements scolaires répondent à ce critère ;

Considérant, au regard de la gravité de la situation sanitaire, qu'il appartient alors à l'autorité administrative dotée du pouvoir de police spéciale, de faire usage de celui-ci à l'effet de prendre toute mesure adaptée et proportionnée de nature à contribuer à prévenir ou limiter les effets de l'épidémie de la covid-19 ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire ;

Vu l'urgence ;

Sur proposition du Directeur des services du Cabinet,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le port du masque de protection est obligatoire pour les personnes de onze ans et plus se trouvant :

- sur les marchés aux jours et heures d'ouverture au public,
- devant les portes de l'ensemble des établissements scolaires de l'Indre et dans un périmètre de 50 mètres autour de ces mêmes établissements.

Article 2 : Cette obligation du port du masque de protection ne concerne pas les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus ;

Article 3 : Le masque de protection doit couvrir totalement le nez et la bouche et peut être un masque grand public, un masque en tissu, un masque chirurgical ou jetable. Les masques usagés doivent être jetés dans des corbeilles de collecte de déchets et ne doivent en aucun cas souiller l'espace public ;

Article 4 : Conformément aux dispositions l'article L 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe ou, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de cinquième classe ou encore, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général ;

Article 5 : Le présent arrêté entre en application le 15 novembre à 00 h 00. Il peut faire l'objet d'un recours selon les voies et délais figurant en annexe ;

Article 6 : Le Secrétaire général de la préfecture, les Sous-Préfètes des arrondissements du Blanc, d'Issoudun et de La Châtre, les Sous-Préfets de permanence, le Commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Indre, le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Indre, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, sur le site Internet de la préfecture de l'Indre.

Le Préfet

Thierry BONNIER

ANNEXE

RECOURS

Les recours suivants ne s'opposent pas à l'exécution de la décision.

RECOURS GRACIEUX

La demande argumentée est envoyée à la Préfecture :

- soit par voie postale :

*Préfecture de l'Indre, Place de la Victoire et des Alliés,
CS 80583, 36018 Châteauroux cedex ;*

- soit par voie électronique : pref-secretariat-cabinet@indre.gouv.fr.

Si la préfecture ne vous répond pas dans un délai de deux mois après l'envoi de la requête, celle-ci doit être considérée comme rejetée.

RECOURS HIÉRARCHIQUE

La demande argumentée est adressée au :

*Ministère de l'Intérieur, Hôtel de Beauvau, Place Beauvau,
Paris 75008^e.*

RECOURS CONTENTIEUX

La demande est transmise, dans un délai de deux mois à compter de la présente décision au Tribunal administratif de Limoges :

- soit par voie postale au :

1 rue Vergniaud, 87 000 Limoges ;

- soit par voie électronique via le site « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <https://www.telerecours.fr> .

Remarque :

Si vous introduisez un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement portez l'affaire devant le Tribunal administratif, le délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision devra être respecté.

Votre recours contentieux devra alors intervenir dans un délai de deux mois après la décision explicite ou implicite de l'administration.

Préfecture

36-2020-11-13-001

Arrêté portant obligation du port du masque pour les personnes âgées de plus de onze ans sur tout le territoire des communes de Châteauroux, Saint-Maur et Déols



**ARRÊTÉ du 13 novembre 2020
portant obligation du port du masque pour les personnes âgées de plus de onze ans
sur tout le territoire des communes de Châteauroux, Saint-Maur et Déols**

LE PRÉFET,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L3131-12, L3131-13, L3131-15, L3131-17, L3131-9 et L3136-1 ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du Président de la République du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER, en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu le décret n°2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Considérant que l'état d'urgence sanitaire a été déclaré à compter du 17 octobre 2020 ;

Considérant qu'aux termes des dispositions du II de l'article 1^{er} du décret du 29 octobre 2020 modifié susvisé, dans les cas où le port du masque n'est pas prescrit par ces dispositions, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

Considérant la persistance et l'aggravation de la crise sanitaire attesté par l'ensemble des indicateurs de l'agence régionale de santé Centre Val-de-Loire ; ainsi le taux d'incidence pour 100 000 habitants est en forte hausse et s'établit à 258,80 dans le département de l'Indre (195,30 en semaine 43), le taux de positivité à 14,80 % dans l'Indre (14,20 % en semaine 43) ;

Considérant que le port du masque de protection est de nature à limiter le risque de circulation du virus dans l'espace public où le niveau de fréquentation par la population est susceptible d'induire un risque sanitaire accru ; que les communes de Châteauroux, Saint-Maur et Déols répondent à ce critère ;

Considérant, au regard de la gravité de la situation sanitaire, qu'il appartient alors à l'autorité administrative dotée du pouvoir de police spéciale, de faire usage de celui-ci à l'effet de prendre toute mesure adaptée et proportionnée de nature à contribuer à prévenir ou limiter les effets de l'épidémie de la covid-19 ;

Vu les avis de l'agence régionale de santé Centre-Val de Loire ;

Vu l'urgence ;

Sur proposition du Directeur des services du Cabinet,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le port du masque de protection est obligatoire pour les personnes de onze ans et plus se trouvant sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public sur tout le territoire des communes de Châteauroux, Saint-Maur et Déols.

Article 2 : Cette obligation du port du masque de protection ne concerne pas :

- les personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus ;
- les personnes pratiquant une activité physique dont la course à pied ;
- les usagers de deux roues.

Article 3 : Le masque de protection doit couvrir totalement le nez et la bouche et peut être un masque grand public, un masque en tissu, un masque chirurgical ou jetable. Les masques usagés doivent être jetés dans des corbeilles de collecte de déchets et ne doivent en aucun cas souiller l'espace public ;

Article 4 : Conformément aux dispositions l'article L 3136-1 du code de la santé publique, la violation des mesures prévues par le présent arrêté est punie de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe ou, en cas de récidive dans les 15 jours, d'une amende prévue pour les contraventions de cinquième classe ou encore, en cas de violation à plus de trois reprises dans un délai de trente jours, de six mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende, ainsi que de la peine complémentaire de travail d'intérêt général ;

Article 5 : Le présent arrêté entre en application le 15 novembre à 00 h 00. Il peut faire l'objet d'un recours selon les voies et délais figurant en annexe ;

Article 6 : Le Secrétaire général de la préfecture, le Directeur départemental de la sécurité publique de l'Indre, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, sur le site Internet de la préfecture de l'Indre.

La Préfet

Thierry BONNIER

ANNEXE

RECOURS	
Les recours suivants ne s'opposent pas à l'exécution de la décision.	
<u>RECOURS GRACIEUX</u>	<p>La demande argumentée est envoyée à la Préfecture :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit par voie postale : <i>Préfecture de l'Indre, Place de la Victoire et des Alliés, CS 80583, 36018 Châteauroux cedex ;</i>- soit par voie électronique : pref-secretariat-cabinet@indre.gouv.fr. <p>Si la préfecture ne vous répond pas dans un délai de deux mois après l'envoi de la requête, celle-ci doit être considérée comme rejetée.</p>
<u>RECOURS HIÉRARCHIQUE</u>	<p>La demande argumentée est adressée au :</p> <p><i>Ministère de l'Intérieur, Hôtel de Beauvau, Place Beauvau, Paris 75008^e.</i></p>
<u>RECOURS CONTENTIEUX</u>	<p>La demande est transmise, dans un délai de deux mois à compter de la présente décision au Tribunal administratif de Limoges :</p> <ul style="list-style-type: none">- soit par voie postale au : <i>1 rue Vergniaud, 87 000 Limoges ;</i>- soit par voie électronique via le site « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet https://www.telerecours.fr.
<p><u>Remarque :</u></p> <p>Si vous introduisez un recours gracieux ou hiérarchique, puis éventuellement portez l'affaire devant le Tribunal administratif, le délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision devra être respecté.</p> <p>Votre recours contentieux devra alors intervenir dans un délai de deux mois après la décision explicite ou implicite de l'administration.</p>	